

Versement des compensations promises au monde agricole;

AIDONS NOS AGRICULTRICES ET AGRICULTEURS MAINTENANT!

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 30 juin 2020 - Le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a fait écho à ses collègues, Yves Perron, porte-parole du Bloc Québécois en matière d'agriculture, d'agroalimentaire et de gestion de l'offre, et Simon-Pierre Savard-Tremblay, porte-parole en matière de commerce international, qui exigent le versement pressant des compensations promises au secteur laitier, ainsi que l'annonce des modalités des compensations pour la volaille et les œufs, suite aux concessions consenties dans le cadre de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPCG), l'Accord économique et commercial global (AECG) et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), qui font très mal aux secteurs québécois sous gestion de l'offre.

À la suite de ces multiples brèches au système de gestion de l'offre auxquelles le gouvernement fédéral a consenti au fil de ses négociations visant à accroître l'accès aux marchés étrangers pour des produits tels que les automobiles de l'Ontario ou le bœuf de l'Ouest, et devant l'incertitude créée par la décision d'Ottawa à l'effet de ne pas déposer de budget en bonne et due forme, les députés bloquistes exigent du fédéral qu'il concrétise ses promesses et qu'il verse l'intégralité des compensations promises au secteur laitier. De plus, les négociations relatives aux compensations des autres secteurs agricoles sous gestion de l'offre doivent absolument aboutir.

Le gouvernement fédéral invoque la présente crise sanitaire pour surseoir au versement de ces compensations, alors que les productrices et producteurs agricoles ont été particulièrement affectés par ses effets et que les mesures de soutiens fédérales se sont révélées jusqu'ici inadéquates et insuffisantes. Il apparaît donc plus qu'urgent de procéder enfin à ce versement!

«On ne peut pas toujours promettre, dire qu'on travaille fort, puis ne jamais livrer. Les producteurs ont été très patients, mais ils sont durement touchés par les différents accords. Ils doivent être compensés maintenant, ils en ont besoin», de souligner M. Savard-Tremblay.

«À terme, c'est presque le cinquième du marché canadien qui aura été laissé aux produits laitiers étrangers. On sacrifie, on promet, puis on ne livre pas. Ça suffit! De plus, les demandes des producteurs de volailles et d'œufs sont chiffrées depuis bientôt un an et il ne se passe rien... silence radio», déplore à son tour M. Perron.

«L'industrie du lait est particulièrement importante pour l'économie québécoise et représente près de la moitié des fermes de production laitières au Canada. Considérant qu'elle génère plus de 80 000 emplois au Québec, nous ne pouvons nous contenter de paroles creuses et d'excuses bidon de la part du gouvernement Trudeau pour surseoir indéfiniment à ses engagements. S'il estime que le fédéral est suffisamment riche pour servir de vache à lait pour son propre parti, il doit certainement avoir les moyens de soutenir convenablement notre industrie laitière», d'ajouter M. Bergeron.

«Le temps est enfin venu de passer à l'action! Le secteur agricole en arrache et nous en avons assez de voir le gouvernement fédéral rester assis sur ses mains. Profitons de la prochaine séance du Parlement, le 8 juillet, pour mettre en œuvre ces compensations que la ministre Bibeau et son gouvernement fédéral ne cessent de promettre» de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca

☎ 450 922-BLOC (2562)